

Aviv Tatarsky, Ir Amim, « L'effondrement programmé de l'économie palestinienne en Cisjordanie », 5.8.2025

Introduction

Bonjour à toutes et à tous, et merci de nous rejoindre pour cette nouvelle rencontre d'*Eyes on Gaza*. Aujourd'hui, nous tournons notre regard sur la Cisjordanie, non pas pour nous détourner de Gaza, mais pour avoir une vue d'ensemble plus large de la campagne de destruction menée par Israël contre les Palestiniens. L'armée applique à la Cisjordanie des méthodes mis au point à Gaza, y compris des bombardements aériens, dans le but de faire passer à répression à une tout autre échelle : violences meurtrières des colons avec le soutien de l'armée, démolitions des maisons et des infrastructures, restrictions imposées à la circulation, série d'expulsions et de dépossession des biens fonciers et immobiliers.

Aujourd'hui, Aviv Tatarsky va aborder avec nous un autre aspect de cette campagne dont nous n'avons pas encore parlé ici, l'entreprise de sape systématique de l'économie de Cisjordanie et le projet d'Israël de remodeler l'espace palestinien en Cisjordanie, le moyen consistant à y rendre les conditions de vie insoutenables. Tatarsky est chercheur au sein de l'association Ir Amim (« La Ville des Peuples ») et militant au sein de *Engaged Dharma*. Merci, Aviv, d'être avec nous. La parole est à vous.

Intervention

Bonjour à toutes et à tous, et merci à Lior ainsi qu'aux autres organisateurs pour leur invitation. Comme je n'ai que huit minutes, j'irai droit au but. Je voudrais tout d'abord exposer certaines des mesures prises par Israël sur le plan économique, puis en proposer une lecture. Je soute que j'aurai le temps d'aborder la question de savoir ce que nous pouvons faire et quel rôle nous pouvons jouer de notre côté, mais je vous invite à me poser vos questions à ce sujet. Je n'ai pas de réponses toutes faites, mais c'est une discussion qu'il est important d'avoir. La donnée de base, fondamentale, est bien connue : avant le 7 octobre, une part importante de la population de Cisjordanie travaillait soit en Israël, soit dans les implantations. Cela concernait 150 000 travailleurs palestiniens environ, la plupart avec permis de travail, mais aussi quelques dizaines de milliers, peut-être 30 000 « travailleurs illégaux », selon l'expression consacrée. Depuis le 8 octobre, Israël a décidé d'interdire l'entrée de ces ouvriers à l'intérieur de la Ligne verte. Dans le contexte de la situation d'urgence et dans la panique du 8 octobre, on peut tout à fait comprendre une telle décision ; mais le problème est que l'interdiction est restée en vigueur, de fait, jusqu'à maintenant, du moins en ce qui concerne le travail en Israël. Car en ce qui concerne les dizaines de milliers de Palestiniens qui étaient employés dans les implantations, il n'existe aucune interdiction formelle à leur sujet. Donc, chaque implantation applique sa propre politique : certaines acceptent encore des ouvriers, d'autres non. Par conséquent, il y a aujourd'hui entre 25 000 et 30 000 Palestiniens qui travaillent encore en Cisjordanie, principalement dans les implantations ou les zones industrielles israéliennes, plus quelques milliers, considérés comme « travailleurs essentiels », qui continuent de venir travailler en Israël. Mais la grande majorité, soit plus de 100 000 personnes, ont bel et bien perdu leur emploi il y a près de deux ans et, depuis, sont empêchées de retourner travailler. Inutile de dire que cela a avant tout des conséquences directes pour eux et leurs familles : 100 000 familles ou plus, soit un demi-million de personnes, se retrouvent privées de tous revenus, sur les trois millions d'habitants environ que compte la Cisjordanie. À moins qu'ils aient pu trouver une autre source de revenus, mais ce n'est pas le cas de la majorité. Or, la situation se prolonge depuis presque deux ans.

Si on se place à l'échelle globale, 22 % de la population active de Cisjordanie gagnait sa vie en Israël, avec les 100 000 travailleurs frappés par l'interdiction représentant environ 18 à 19 % de ce total. Or, l'impact de la perte de ces revenus a en outre des retombées indirectes. En effet, ces revenus équivalaient à 1,5 milliard de shekels, qui étaient injectés chaque mois dans l'économie palestinienne, et qui ont disparu du jour au lendemain. Toute l'économie s'en ressent : les commerces, les petites entreprises, etc. Quant à l'Autorité palestinienne, qui perçoit des impôts sur les salaires de ces

travailleurs, avec 1,5 milliard de shekels de revenus en moins, elle a vu ses recettes fiscales s'effondrer.

Il n'est pas difficile d'imaginer, je crois, dans quelle détresse sont plongées des personnes sans travail depuis près de deux ans. Il y a des familles qui ne peuvent plus acheter de nourriture et dépendent désormais de l'aide pour survivre. Selon le Programme alimentaire mondial de l'ONU, le nombre de familles palestiniennes de Cisjordanie qui font appel à l'aide alimentaire a doublé, atteignant désormais 700 000 personnes, soit environ un quart de la population. Même pour ceux qui tiennent encore le coup, ils peuvent devoir faire face à des dépenses ponctuelles importantes ou à des imprévus, comme des soins médicaux. Or, beaucoup de gens en Cisjordanie n'ont pas d'assurance santé, et même pour ceux qui en ont une, elle ne couvre qu'une partie des soins qui sont couverts pour les Israéliens. Pour prendre un autre exemple, il y a les enfants qui terminent l'école et aimeraient continuer à l'université, mais cela représente une dépense qui est devenue totalement inaccessible pour de nombreuses familles.

Au niveau de l'Autorité palestinienne, la situation est critique, comme je l'ai dit, car 60% de son budget provient des impôts et des droits de douane. En fonction des Accords d'Oslo (en particulier le Protocole de Paris), c'est Israël qui collecte ces revenus : impôts des Palestiniens travaillant en Israël, droits sur les importations et exportations, et TVA sur les produits israéliens vendus en Cisjordanie. Israël est censé reverser ces fonds à l'Autorité palestinienne, et ce système a fonctionné pendant près de trente ans. Mais en 2018, le gouvernement israélien a pris la décision de sanctionner l'Autorité palestinienne pour les allocations versées aux prisonniers palestiniens et aux familles de Palestiniens tués (qu'ils aient été tués par Israël ou au cours d'attaques menées contre des Israéliens). Ainsi, depuis 2019, donc bien avant octobre 2023, Israël déduit chaque mois des dizaines de millions de shekels de ces fonds, qui appartiennent pourtant à l'Autorité palestinienne. Et cela de manière unilatérale.

Depuis octobre 2023, les ponctions se sont encore considérablement accrues. Les décisions en la matière sont entre les mains du ministre des Finances, qui se trouve être Bezalel Smotrich. Ce dernier a décrété, entre autres, que les salaires versés par l'Autorité palestinienne aux fonctionnaires de Gaza revenaient à financer le Hamas. Donc, depuis le 8 octobre, Israël sanctionne l'Autorité palestinienne pour ces paiements, ainsi que pour les allocations versées aux Palestiniens impliqués dans des violences contre Israël ou contre des Israéliens. Au total, le montant confisqué par Israël depuis 2019 se situe entre 6 et 7 milliards de shekels, dont plus de 3 milliards, soit près de la moitié, depuis octobre 2023 seulement. Selon les estimations, Israël retient actuellement 40 % de ces fonds, qui représentent eux-mêmes, comme je l'ai dit, 60 % des recettes totales de l'Autorité palestinienne. Le déficit est donc colossal. La conséquence en est que les fonctionnaires (enseignants, personnels hospitaliers, médecins, infirmiers, etc.) ne perçoivent plus leur salaire complet depuis des années. Certainement depuis deux ans, mais le problème a commencé bien avant octobre 2023 et n'a fait qu'empirer depuis. D'après ce que j'ai entendu dire, les salaires auraient été payés à hauteur de 50 % seulement ces derniers mois. Tout cela rend la situation extrêmement grave, et il y a encore de nombreux aspects que je n'ai pas abordés.

Pour conclure, je voudrais faire plusieurs remarques qui me semblent importantes. Tout d'abord, l'économie palestinienne était déjà fragile avant octobre 2023, avec pour conséquence que les coups qui l'ont frappée récemment ont un effet dévastateur. Ensuite, il est très facile d'avoir recours au langage de la « sécurité » pour justifier chacune des mesures que j'ai citées. Mais il faut bien comprendre que la rhétorique sécuritaire d'Israël sert à masquer des mesures fondamentalement destructrices. Et si on ajoute que la personne qui en est l'architecte est Bezalel Smotrich, alors l'objectif apparaît clairement : le but est de provoquer l'effondrement de l'Autorité palestinienne. En d'autres termes, il s'agit de provoquer de tels ravages dans l'économie et de saper la stabilité à un tel niveau que cela entraîne la chute de l'Autorité palestinienne. Ce qu'on désigne parfois, en Israël, sous l'expression « embraser le terrain ». Quoi qu'il en soit, il suffit d'écouter Smotrich et ses alliés pour comprendre que le projet est de reproduire en Cisjordanie ce qu'Israël est en train de faire à Gaza, à la même échelle. Le moyen d'y parvenir est de provoquer une déstabilisation généralisée, et l'effondrement de l'économie constitue une pièce maîtresse de ce plan.